Alerté par Frédéric Cuillerier, maire de Saint-Ay, qui lui a indiqué qu'à ce stade, il n'y avait pas d'engagement de reconstruction sur place de l'entreprise CIRETEC de Saint-Ay qui compte 74 salariés, fortement qualifiés et qui fabrique des composants électroniques à destination civile et militaire, Jean-Pierre Sueur est intervenu auprès de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, Sébastien Lecornu, ministre des Armées, et Régine Engström, préfète de la Région Centre Val-de-Loire et du Loiret, pour leur demander de mobiliser tous les moyens de l'État auprès du groupe qui détient CIRETEC afin d'obtenir la reconstruction sur place de l'entreprise.

>> Lire les lettres

Phoca PDF